

BAUDOT Pierre-Yves & Emmanuelle FILLION (eds). 2021. Le handicap comme cause politique. Paris: Presses universitaires de France (La vie des idées)

Cet opus de cent pages, qui s'inscrit dans la collection dirigée par Ariel Suhamy et Nicolas Duvoux, "La vie des idées" des Presses universitaires de France, propose d'explorer différentes questions au travers desquelles le handicap est envisagé comme cause politique. C'est un ouvrage collectif qui regroupe une introduction, cinq chapitres, et une bibliographie anglophone et francophone commentée (États-Unis, Royaume-Uni, Canada, Australie, France) citant une quarantaine d'auteurs relevant des approches sociopolitiques du handicap, domaine de recherche qui s'est développé depuis les années 1970-1980. Conformément à l'esprit de la collection, l'ouvrage vise à offrir à un large public une ouverture sur un débat de société, ici, en l'occurrence, celui sur les façons de définir et d'envisager le handicap: comme anomalie, comme problème de santé, comme difficulté, déviance, vulnérabilité individuelle ou encore, comme les auteurs ici le défendent, comme cause politique.

Pierre-Yves Baudot et Emmanuelle Fillion, qui ont conçu et dirigé cet ouvrage, ont intitulé leur introduction "Des existences politiques," et positionnent cet opus comme une incitation à une réflexion critique sur la situation française actuelle des personnes qui présentent des déficiences ou des limitations de capacités. D'emblée les inégalités sociales et les discriminations subies par ces personnes en France sont démontrées, chiffres à l'appui, en soulignant que l'action publique ne parvient pas à corriger ces désavantages structurels. Et précisément les auteurs considèrent que la France est longtemps restée en marge de la lutte contre les discriminations des personnes handicapées par rapport aux États-Unis, qui font ici office de référence en termes de politisation des luttes contre les discriminations. Ainsi ils soulignent une politisation tardive des débats sur la prise en compte collective des situations de handicap en France, et plus globalement une dépolitisation de la question du handicap dans le pays (p. 14). À l'appui de ce constat, l'ouvrage est construit pour défendre la thèse selon laquelle le handicap peut devenir un opérateur de changement social et politique en France.

Les deux premiers chapitres relatent des recherches issues d'Amérique du Nord et d'Australie qui montrent les effets conjugués des processus de discrimination et des politiques néolibérales sur les situations de vie des personnes présentant des déficiences ou des limitations de capacités. Ils sont ici mis en avant pour éclairer les enjeux actuels de la situation française. David Pettinicchio et Mireille Maroto appréhendent le handicap au prisme des inégalités socio-économiques, en s'appuyant principalement sur des travaux américains, canadiens et anglais. Ils rappellent les corrélations démontrées dans de nombreux pays entre handicap et désavantages socio-économiques, pour ensuite proposer de compléter le tryptique des théories intersectionnelles – "race," classe, genre – avec le handicap. Ces théories, qui se développent depuis les années 2000, en particulier dans les travaux anglo-saxons, cherchent à élucider les jeux conjugués de la domination. Les auteurs présentent alors une "hiérarchie des désavantages" (p. 23) obtenue à partir d'une exploitation de deux enquêtes américaines qui permettent de

mesurer les effets combinés du genre, de la “race,” du niveau d’études et du handicap sur la pauvreté. Ici, même si les auteurs citent Tom Shakespeare pour souligner la dimension culturelle des significations du handicap, ils ne précisent pas clairement les limites de l’utilisation de ces résultats et des théories de l’intersectionnalité à la situation française. Le lecteur s’interroge ici sur les rapports que nous entretenons avec les États-Unis à propos des processus de domination et des questions liées au racisme, au sexisme, à la pauvreté et au handicap: si la France est présentée, dans l’introduction de l’ouvrage dans les années 1970-1980, comme “en retard” en termes de politisation de la question du handicap par rapport à l’Amérique du Nord, doit-on aujourd’hui considérer que la situation des personnes handicapées en France peut être lue au même prisme que celle des États-Unis? En tant qu’européens, et en n’évoquant que le texte très connu *Dans la peau d’un noir* de John Howard Griffin (1962), nous ne pouvons que prendre la mesure des différences sociohistoriques et culturelles majeures à l’œuvre en termes de racisme, et nous demander comment la configuration socio-culturelle européenne de la seconde moitié du xx^e siècle doit être prise en compte pour introduire des nuances bonnes à penser dans cet échange de regards transatlantique.

Le chapitre suivant de Karen Soldatic, sur les “reclassifications du handicap” (p. 35) et le processus de “néolibéralisation des politiques sociales” (p. 35), même s’il a été réalisé à partir du cas particulier de l’Australie, demeure lui très éclairant pour l’ensemble des pays touchés par la poussée mondiale du néolibéralisme, devenue culture hégémonique. Il met en lumière comment la politique néolibérale construit et fragilise spécifiquement certains individus, ceux qui se voient assignés à la catégorie “partiellement handicapée” (p. 46), considérés comme devant aller vers l’emploi, dans un marché du travail qui les exploite dans des contrats précaires, à temps partiel et à bas salaire. On ne peut éviter de penser, en lisant ce chapitre, au premier ouvrage français de sciences sociales traitant de l’emploi des personnes dites handicapées et intitulé très justement *Handicap et société* de Claude Veil (1968), ainsi qu’à l’ouvrage *Les arriérés: de l’asile à l’usine* de Markus Zafiroopoulos (1982), qui avaient déjà pris à bras le corps la problématique du handicap comme cause politique en France.

Ainsi ces deux premiers chapitres, rendant compte des situations sociopolitiques américaine, canadienne, anglaise et australienne, stimulent notre regard sur la situation française, car ils nous mènent à développer notre vigilance à l’égard de procédures de comparaison trop partielles entre ces pays et la France, et de conclusions trop rapides à ce sujet. Une lecture comparée des inégalités socio-économiques qui touchent les personnes vivant avec des incapacités et des processus sociaux qui les produisent voudrait que l’on y ajoute en particulier des données rendant compte d’autres situations européennes, que ce soit en Europe du Nord ou en Italie, dont l’histoire est si singulière.

Les trois autres chapitres portent sur la situation française et rendent compte des résultats, considérés comme encore limités à ce jour, des politiques d’accessibilité, et de défense des droits, promues par la loi de 2005.

Le premier d’entre eux, écrit par Myriam Winance, intitulé “L’accessibilité: une question d’accès ou de vivre ensemble?” permet de situer dans une perspective socio-historique les évolutions des débats relatifs à la question de l’accessibilité. Elle rappelle comment des années 1950 aux années 2000 on est passé, en France, d’une conception pratique et architecturale de l’accessibilité, à une conception de l’accessibilité comme projet politique incarné par le slogan “l’accès à tout pour tous.” Myriam Winance

explique comment cette évolution des conceptions et du statut même de la question de l'accessibilité est intrinsèquement liée aux évolutions internationales et à l'émergence d'une définition sociale du handicap. Débouchant sur les notions actuelles de "conception universelle" (*universal design*) et de "conception multi-verselle" (*multiversal design*) (p. 57), elle montre que l'entrée par la question apparemment simple, pragmatique et technique de l'accessibilité (telle qu'elle était posée dans les années 1950 et 1960) s'est métamorphosée en une question sociale et politique, celle des conditions de possibilité de la participation de tous à la société au XXI^e siècle.

Pierre-Yves Baudot et Marie-Victoire Bouquet rendent compte, quant à eux, des effets d'un changement important advenu en 2019 en France, le droit de vote donné aux personnes sous tutelle, qui s'inscrit plus globalement dans la politique de mise en accessibilité pour tous du vote. Le chapitre rappelle les différentes controverses que soulève la participation au vote de personnes handicapées, en particulier les personnes vivant avec des déficiences intellectuelles, et met au jour une très intéressante hypothèse à propos des réticences à la mise en accessibilité des campagnes électorales. Il relate l'expérience, avortée, de demande de réalisation de vidéos présentant les programmes des candidats en FALC (FACile à Lire et à Comprendre). Les candidats avaient majoritairement évité de répondre à cette proposition, et les auteurs soulignent qu'il est possible de penser que "la traduction de la propagande en FALC, qui demande une grande précision des formules, aille à l'encontre des logiques de la campagne électorale, qui exige, à l'inverse, des propositions floues, susceptibles de rassembler des électors divers" (p. 72). Ainsi, on le comprend ici, l'idée-slogan selon laquelle la mise en accessibilité ne profite pas qu'aux personnes dites handicapées mais à toute la population est encore une fois confirmée. Et ceux qui ont de l'humour, se prennent à rêver en souriant: pourrait-on se débarrasser de la manipulation rhétorique, médiatique et politicienne grâce au FALC?

Enfin, le travail d'Aude Lejeune sur le "Le handicap au tribunal" est particulièrement intéressant en ce qu'il montre les liens entre judiciarisation, médiatisation et politisation du handicap. Elle propose en particulier la notion de "contentieux stratégique et symbolique" (p. 78) pour qualifier les procès qui visent à la fois la réparation d'un préjudice individuel, mais aussi la promotion collective des droits des personnes vivant le même type de situations de handicap. La judiciarisation est ainsi, pour cette auteure, une autre voie pour promouvoir les droits des personnes handicapées, que celle de la mobilisation politique classique. L'auteure montre que cette judiciarisation, dont le développement rapide depuis les années 2000 est permis par l'émergence de nouveaux textes (loi, directives, conventions internationales) est bien une nouvelle modalité d'action politique des individus et des associations françaises. Chaque texte créant des "opportunités juridiques nouvelles" (p. 79) produit un accès facilité au tribunal, et le tribunal devient ainsi un espace de visibilité des débats politiques relatifs au handicap. Elle expose aussi comment cette judiciarisation actuelle dévoile les nouvelles formulations d'anciens débats sociétaux qui ont structurés les tensions et les changements des années 1970 et 1980 entre une logique de l'institutionnalisation/un mouvement de désinstitutionnalisation, tension désormais exprimée par Aude Lejeune sous les termes de "modèle protectionnel/modèle inclusif" (p. 85).

Cet ouvrage remplit l'objectif d'ouvrir le débat en interrogeant les conceptions communes du handicap, encore marquées par une vision médicale en France. Il montre

qu'en dépit de discours nouveaux promus en France comme au niveau international depuis le début des années 2000, invoquant la construction d'une société plus inclusive, de nombreuses forces économiques et culturelles continuent de produire, voire d'aggraver des systèmes de domination qui assignent les personnes vivant avec des limitations de capacités à des positions sociales subalternes, et économiquement précaires. Il constitue ainsi une bonne entrée en matière pour aller vers une lecture socio-politique des processus de construction des situations de handicap, et ainsi stimuler l'imagination indispensable aux innovations qui permettraient de les réduire.

On s'interroge, en refermant cet opus, sur la propension à regarder du côté du monde anglo-saxon pour essayer de mieux comprendre les processus de production des inégalités sociales en France et en Europe, et qui mène les auteurs à conclure à une certaine dépolitisation française de la question du handicap, ou à un "retard" de la mobilisation politique à ce sujet par rapport aux États-Unis. On se demande si on ne devrait pas mettre plus en perspective les différentes formes historiques de mobilisation et d'activisme politique des personnes handicapées à l'œuvre dans la configuration socio-historique, culturelle, économique et politique française: des "Handicapés méchants" (nom du journal du Comité de lutte des handicapés dans les années 1970) (Bas, 2017) au Collectif lutte et handicaps pour l'égalité et l'émancipation (CLHEE créé en 2016) (Chamorro, 2017), en passant par la Fédération française omnisport pour handicapés physiques (FFOHP) créée en 1972 par une scission avec la Fédération sportive des handicapés physiques de France (FSHPF) qui souligne la dimension politique de ces mouvements sportifs (Ruffié & Ferez, 2013).

Cet ouvrage nous incite à explorer plus avant les formes quotidiennes de l'action politique contemporaine à propos du handicap. Car si la vie associative c'est de plus en plus "Participer, mais pas militer" (Hatchuel & Loisel, 1999), pour les personnes qui vivent avec des in/capacités, et qui sont autrement capables, peut être que "Participer, c'est militer."

Anne Marcellini

anne.marcellini@unil.ch

Bibliographie

- BAS Jérôme. 2017. Des paralysés étudiants aux handicapés méchants: la contribution des mouvements contestataires à l'unité de la catégorie de handicap. *Genèses*, 107: 56-81. En ligne: doi.org/10.3917/gen.107.0056.
- CHAMORRO Elena. 2017. Du corps avec handicap à l'activisme. Communication, Journée d'étude "Potentialités des Corps handicapés" – ENS de Lyon, 28 avril 2017. En ligne: clhee.org/2017/05/28/du-corps-avec-handicap-a-lactivisme/.
- GRIFFIN John Howard. 1962 (1961). Dans la peau d'un noir. Paris: *Gallimard*.
- HATCHUEL George & Jean-Pierre LOISEL. 1999. La vie associative: participer, mais pas militer. In *Données Sociales - La société française*. Paris: *INSEE*.
- RUFFIÉ Sébastien & Sylvain FEREZ (eds). 2013. Corps, sport, handicaps. L'institutionnalisation du mouvement Handisport, 1954-2008. Paris: *Tétraèdre*.
- VEIL Claude. 1968. Handicap et société. Paris: *Flammarion*.
- ZAFIROPOULOS Markos. 1981. Les arriérés: de l'asile à l'usine. Paris: *Payot*.